



Mesdames et Messieurs,
Chers collègues,

Chaque jour qui passe, nous entendons, répété à l'envie que les finances de l'Etat vont mal, très mal. Et dans ce naufrage, elles sont suivies de près par la grande majorité des Départements dont les finances s'enfoncent chaque jour un peu plus dans le rouge.

- Gel des dépenses,
- Voir même baisse des dépenses d'investissement.
- Augmentation de la dette.
- Dégradation du délai de désendettement.

Partout ou presque, le constat est le même et oblige les Départements à des coups de rabot terribles sur les effectifs, sur les politiques menées et sur les investissements.

Rien de tel pour le Département des Hautes-Pyrénées dans cette dernière décision modificative de l'année.

- Nous maintenons nos dépenses d'investissements à des niveaux records de 85 millions d'euros.
- Nous avons stabilisé le montant de la dette après l'avoir diminuée.
- Et notre délai de désendettement, désormais inférieur à 2 ans et demi, demeure largement en-dessous de la moyenne des Départements français.
- Cette année, nous enregistrons même une augmentation des recettes de fonctionnement d'1 million d'euros.

A la différence des finances de l'Etat et de celles de nombreux Départements, les finances de notre Conseil Départemental sont saines et solides.

Et pourtant nous ne sommes pas des privilégiés.

Au niveau institutionnel, nous subissons nous aussi les décisions nationales qui aggravent nos charges et réduisent nos recettes.

Et au niveau territorial, nous connaissons tous ici, les fragilités du tissu économique et social des Hautes-Pyrénées.

Nous ne pouvons pas compter sur la proximité de la métropole toulousaine pour bénéficier de retombées positives comme peuvent le faire notamment le Gers, le Tarn, le Tarn et Garonne et l'Ariège.

Ici rien n'est donné, tout est acquis, et souvent au prix de dures négociations et d'âpres combats, comme nous venons de le vivre avec l'aéroport et l'OSP sur Paris.

Et pourtant, j'ai plaisir à constater que malgré ces difficultés, malgré notre éloignement des métropoles, selon les dernières données Insee, la population des Hautes-Pyrénées ne stagne plus, elle progresse légèrement, et elle le fait uniquement grâce à notre attractivité, que nous construisons collectivement.

A la différence du Gers, de l'Ariège, du Tarn et du Tarn et Garonne qui ont pu bénéficier, eux, d'afflux réels de population de la métropole toulousaine.

Notre situation financière, nous la devons uniquement à notre gestion rigoureuse et opportuniste. Depuis plus de 15 ans, nous sommes engagés dans un effort d'économie et de maîtrise des dépenses de fonctionnement.

Et la petite embellie de 2022 ne nous a pas détournés de cette exigence, à la différence d'autres qui ont saisi l'occasion pour engager de nouvelles dépenses, et qui se trouvèrent bien dépourvus quand la bise, non pas météorologique mais économique, fut venue.

En ce qui nous concerne, nous avons su, au contraire, constituer opportunément des réserves, qui nous permettent, aujourd'hui, de supporter le retournement économique. Et pour autant, nous continuons à maintenir nos efforts de réduction de nos charges de fonctionnement. Ainsi, en cette fin d'année, je peux vous confirmer que nous avons atteint notre objectif de réduction des effectifs de 20 postes, dans le cadre de non renouvellement de départs à la retraite.

Tous ces efforts, nous les faisons sans dégrader les services et les politiques menées.

De cette façon, à l'occasion de cette décision modificative, nous allons adopter une augmentation de 700 000 euros à destination des personnes en situation de handicap.

De même, je le redis, nous maintenons en 2025, sans diminution, notre budget d'investissement, à hauteur de 85 millions d'euros, en maîtrise directe mais aussi en soutien des investissements des communes et intercommunalités. Et, je vous proposerai de maintenir ce même montant d'investissement en 2026.

C'est grâce à ce budget d'investissement soutenu que nous avons pu notamment construire la nouvelle Maison Départementale de l'Histoire des Hautes-Pyrénées, en rénovant en partie notre patrimoine en plein centre de Tarbes. Son inauguration au mois de novembre a permis de vérifier l'adhésion et l'enthousiasme qu'elle génère, par la qualité de sa réalisation et des services qu'elle propose.

J'ai choisi de revenir une nouvelle fois, à l'occasion de cette dernière décision modificative du budget de notre collectivité, sur notre situation financière saine et solide, une situation originale dans un contexte où tous les voyants sont au rouge.

Je le fais parce que c'est une donnée objective dont vous pouvez retrouver les principaux éléments dans le rapport de la Chambre Régionale des Comptes, sur la situation financière des Départements de la région Occitanie, qui vous a été remis, et dont nous présentons une synthèse, pour information, à l'ordre du jour de notre Assemblée.

Je le fais également parce que nous devons être transparents sur la situation financière de notre collectivité.

Mais je ne le fais pas du tout par vantardise, bien au contraire, je le dis avec beaucoup d'humilité et de prudence, tant je connais les difficultés et la précarité de la situation, qui peut se retourner à tout moment à la faveur de la folie législative à laquelle on assiste aujourd'hui, et d'une loi de finances dont on perçoit encore très mal autant le contenu que les chances d'aboutir.

Ce que je redoute particulièrement, c'est que les Départements les moins en difficulté soient appelés à contribuer plus fortement au redressement des finances publiques, ce qui reviendrait à pénaliser les bons élèves.

Nous l'avons déjà vu par le passé.

Moi je réclame, au contraire, que soient pris en compte des ratios de gestion

- notamment sur l'évolution des effectifs,
- sur l'évolution des budgets de communication,
- des ratios également sur les dépenses d'investissement qui servent à préparer l'avenir

afin de ne pas pénaliser les Départements les plus vertueux.

Je vous remercie pour votre attention et vous propose de passer immédiatement à l'examen des dossiers.

Michel PÉLIEU,

Président du Département des Hautes-Pyrénées